

VILLE DE ROANNE

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance publique du jeudi 8 février 2024

MONSIEUR LE MAIRE CERTIFIE :

N°10

CADRE DE VIE

- Opération de renouvellement urbain quartier Clermont
- Résiliation du bail commercial du restaurant "Le Pacha" situé 13, rue de Clermont
- Fixation de l'indemnité d'éviction
- Protocole d'accord
- Approbation

1. *que la convocation de tous les conseillers municipaux en exercice a été faite dans les formes et délais prescrits par la loi ;*

2. *que le nombre des conseillers en exercice, au jour de la séance était de 39 sur lesquels il y avait 32 membres présents lors de la présente délibération, à savoir :*

M. Yves NICOLIN, M. Lucien MURZI, Mme Sophie ROTKOPF, M. Jean-Jacques BANCHET, Mme Corinne TRONCY, M. Fabien LAMBERT, M. Gilles PASSOT, M. Pascal LASSAIGNE, Mme Marie-Laure DANA BURNICHON, M. Edmond BOURGEON, Mme Hélène LAPALUS, M. Guy SERGENTON, Mme Maryvonne LOUGHRAIEB, Mme Catherine BRUN, M. Christian DORANGE, Mme Valérie PROST MALLET, Mme Virginie BERNIER, M. Guillaume BRASSEUR MINARD, Mme Adina LUPU BRATILOVEANU, Mme Jade PETIT, M. Mahdi NOUIBAT, Mme Vanessa BARBANT, Mme Vickie REDEUILH, M. Romain BOST, M. Quentin GUILLERMIN, M. Alexandre GRANGE, M. Christophe PION, Mme Christine CHEVILLARD, M. Bernard GERBOT, Mme Brigitte DUMOULIN, Mme Marie-Hélène RIAMON, M. Andrea IACOVELLA

Secrétaire élu(e) pour la durée de la session : M. Lucien MURZI

A l'ouverture de la séance, Monsieur le Président a déposé sur le bureau de l'assemblée, le pouvoir écrit donné à un collègue par les conseillers municipaux empêchés d'assister à la séance, de voter en leur nom, par application de l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Absents ayant donné mandat :

Mme Clotilde ROBIN à M. Yves NICOLIN, Mme Catherine DUFOSSE à Mme Valérie PROST MALLET, Mme Fanny FESNOUX à M. Gilles PASSOT, Mme Sabine VERMOREL à Mme Corinne TRONCY, M. Estéban PIAT à M. Lucien MURZI, M. Franck BEYSSON à M. Bernard GERBOT, M. Denis VANHECKE à Mme Brigitte DUMOULIN

Absents sans mandat :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201873-20240208-08FEVN10-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 13/02/2024
Publication : 13/02/2024

Le Conseil Municipal a donné acte de ce dépôt.

M. Edmond BOURGEON, Adjoint, soumet au Conseil Municipal le rapport suivant :

Dans le cadre du projet de renouvellement urbain du bas du quartier Clermont et dans la continuité des aménagements paysagers sur le secteur Fontval, la Ville de Roanne a acquis l'immeuble situé 13, rue de Clermont, sur la parcelle cadastrée section AN n° 881, d'une surface cadastrale de 190 m², en date du 2 décembre 2020, en vue de le démolir.

Au rez-de-chaussée, Madame _____ occupe un local commercial à usage de restaurant, dénommé « LE PACHA » dans le cadre d'un bail commercial. Celle-ci a sollicité la Ville de Roanne pour la résiliation de son bail.

Après discussion, un accord a été trouvé avec Madame _____ sur le montant de l'indemnité d'éviction, prévue par l'article L.145-9 du code de commerce, dans le cadre de la cessation de son activité, soit 55 000 €.

Cette indemnité de résiliation ne nécessite pas d'avis du pôle d'évaluation domaniale.

Un protocole d'indemnité de résiliation de bail a donc été rédigé. Celui-ci prévoit, notamment :

- Pour la Ville de Roanne :
 - * le règlement de l'indemnité d'éviction, d'un montant de 55 000 €, à Madame _____, après exécution des formalités de publicité de l'acte notarié ;
 - * et dès que le local sera vidé des effets personnels et matériels de Madame _____, et à la remise des clés.
- Pour Madame _____
 - * la libération des locaux dans les meilleurs délais, libres de toute occupation, tout dépôt, clos et couvert.
 - * la remise des clés à la Ville de Roanne.
 - * le règlement des loyers et charges en cours restant éventuellement à devoir. Le dernier loyer mensuel appelé dont le règlement est à terme échu pourra éventuellement être déduit du montant à verser.
 - * le respect de la clause de non-réinstallation dans une activité similaire ou identique.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201873-20240208-08FEVN10-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet 13/02/2024
Publication : 13/02/2024

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- examiner et approuver l'indemnisation de Madame pour la résiliation de son bail commercial pour un montant forfaitaire de 55 000 € ;
- examiner et approuver le protocole d'indemnité de résiliation de bail à intervenir avec Madame ;
- autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous les documents nécessaires à cette opération ;
- dire que la dépense en résultant sera prélevée sur les crédits inscrits à cet effet au budget de l'exercice concerné.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal

ADOpte A L'UNANIMITE

ROANNE, le 13 FEV 2024

Le Secrétaire de séance,

Lucien MURZI

Le Maire,

Yves NICOLIN
Président de Roannais Agglomération



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201873-20240208-08FEVN10-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 13/02/2024
Publication : 13/02/2024